

## Le Procès Papon

Jean-Jacques Gandini

Le Passager clandestin, avril 2025  
240 pages, 12 €

Lors du procès qui a eu lieu à la cour d'assises de la Gironde du 8 octobre 1997 au 2 avril 1998, où Maurice Papon a été condamné pour complicité de crimes contre l'humanité, Jean-Jacques Gandini avait été accrédité par notre revue, nommée alors *Hommes & Libertés*, pour en rendre compte. Avocat, journaliste et membre de la LDH, il en a été un observateur assidu, par force davantage présent aux audiences que les avocats de la partie civile mandatés par la LDH, Michel Tubiana, Francis Jacob et Bertrand Favreau (qui, en raison de la durée du procès et de leurs obligations, devaient se relayer), et que Henri Leclerc, alors président, entendu comme témoin. Plus précis encore que les articles qu'il a donnés alors à notre revue, Jean-Jacques Gandini a publié en 1999, aux éditions Librio, une première version de ce livre. Il se trouve considérablement complété dans celle-ci, avec une préface de Johann Chapoutot et une postface d'Arié Alimi.

Maurice Papon était secrétaire général de la préfecture de la Gironde au moment où, entre juillet 1942 et mai 1944, mille-six-cent-quatre-vingt-dix personnes d'origine juive, dont deux-cent-vingt-trois enfants, ont été arrêtées et transférées de Bordeaux vers le camp de Drancy puis Auschwitz, où la plupart ont été tuées. Alors que son rôle a été révélé le 6 mai 1981 en une du *Canard enchaîné*, il a fallu seize ans pour que ce fonctionnaire zélé réponde de sa complicité dans ce crime. Sa condamnation, événement judiciaire majeur, a accéléré la prise de conscience par la société française de l'aide apportée par le régime de Vichy aux crimes contre l'humanité commis par les nazis.

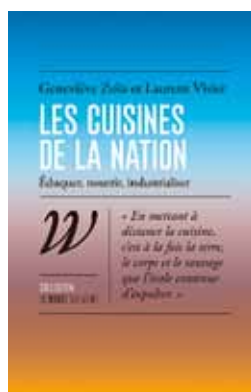
Pour parvenir à ce que ce procès se tienne, il a fallu batailler



contre le comportement de certains responsables des archives. Seul l'acharnement de quelques chercheurs et l'aide que leur ont apportée des archivistes courageux ont permis à la vérité d'éclater. Comme l'écrit l'historienne Sonia Combe dans *Archives interdites. Les peurs françaises face à l'histoire contemporaine* (Albin Michel, 1994) : « J'ai acquis la conviction que le mode de gestion de nos archives constituait une enclave de totalitarisme dans notre espace démocratique. »

Si, pour l'accès aux archives conservées en France des années de la Seconde Guerre mondiale, les choses ont progressé grâce au procès Papon, des obstacles subsistent pour d'autres périodes, au mépris des lois existantes. Le droit des citoyens à accéder aux archives remonte à 1794, mais la bataille pour imposer son respect n'est pas achevée.

**Gilles Manceron,**  
coresponsable du groupe  
de travail LDH « Histoires,  
mémoire, archives »



## Les Cuisines de la nation

Geneviève Zoïa, Laurent Visier

Editions Wildproject, janvier 2025  
230 pages, 22 €

Quoi de plus banal, de plus inessentiel que la très commune cantine – fût-elle rebaptisée « restaurant scolaire » – que fréquentent pourtant nos enfants quotidiennement, souvent durant toute leur scolarité ? Renvoyé à des préoccupations domestiques vécues souvent comme secondaires, ce lieu/moment n'a que très peu l'attention générale, sauf à ce que viennent s'y jouer de façon compulsive les échos d'une supposée guerre de civilisations, régulièrement à l'agenda de nos politiques en mal de débats : ah, le halal à la cantine et les repas de substitution !

Ce n'est pas cette entrée qu'ont choisie les auteurs, mais une

approche beaucoup plus large et plus anthropologique. Comment se sont donc transformées sous nos yeux inattentifs nos cuisines scolaires aux dimensions artisanales, ou presque familiales, pour devenir progressivement un espace social, des lieux de production et des systèmes de distribution au service de l'agro-industrie, sous l'œil bienveillant de l'Etat et des collectivités territoriales, accompagnant cette « révolution verte » qui a saigné le monde paysan ?

Combinant discours hygiéniste moralisateur, égalitarisme alimentaire, facilité de gestion et garantie uniformisante de nourrir toutes et tous, l'industrialisation de la cuisine de la nation et ses cuisines centrales ont ainsi progressivement segmenté processus de fabrication, espaces sociaux de pratiques et de relations, jusqu'à écarter la nature sous toutes ses acceptions. Les promesses n'ont pour autant pas été tenues, et l'ouvrage s'attache à analyser les dérives occasionnées (gaspillage alimentaire, dépossession sociale, uniformisation des pratiques et des goûts, jusqu'aux effets de discrimination dans l'accès au service), mais aussi des formes émergentes de résistance.

Là comme ailleurs, face aux logiques d'industrialisation et de productivisme, un nombre croissant de nos concitoyennes et concitoyens s'organisent pour construire des solutions alternatives sous des formes collectives et partagées, remettant en lien les éléments que la logique d'industrialisation productiviste avait morcelés au nom d'une modernisation qui n'est plus une évidence.

**Jean-François Mignard,**  
membre du comité  
de rédaction de D&L